



Remise en question du processus révolutionnaire par le biais du révisionnisme

Évolution historiographique

Par **Micheline Zanatta**

EN CETTE ANNÉE D'ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE, j'ai souhaité me pencher sur le phénomène de révision du « discours historique » en fonction du contexte idéologique. La lecture de l'ouvrage de Domenico Losurdo sur le révisionnisme historique¹ m'a amenée à m'interroger en particulier sur la façon dont s'est construite la perception de cet événement majeur du XX^e siècle qu'est la Révolution de 1917 et du phénomène des révolutions sociales en général. Au moins trois acteurs interviennent dans ce processus : les historiens et penseurs qui analysent et apportent une caution scientifique, les gouvernements et politiques qui proposent et parfois propagent une version officielle ou partisane, les médias qui popularisent et parfois imposent une certaine vision, en accord ou non avec le monde scientifique, et qui dans certains cas orientent la recherche scientifique.

Ce premier article s'intéressera aux points de vue des historiens et des gouvernements, tandis qu'un second se penchera sur le traitement médiatique réservé à ces révolutions.

2017, année de révisionnisme

1917 représente une année déterminante pour ce que fut le XX^e siècle. 2017 est l'année de commémoration de la Révolution d'Octobre, mais elle risque surtout de faire la part belle à des campagnes de dénigrement concernant cette Révolution, Lénine et le bolchevisme, au regard de ce que nous observons dans certains pays de l'Europe centrale et orientale.

Si le phénomène n'est pas neuf, il semble bien que les partisans de ce positionnement se sentent pousser des ailes dans certains pays de l'ex-bloc soviétique². Les difficultés que vivent aujourd'hui plusieurs de ces pays constituent un terreau favorable au développement d'un révisionnisme au service des fiertés nationales. De la Croatie à l'Ukraine, en passant par la Serbie, au nom de l'antibolchevisme, des criminels de guerre redeviennent des héros. Des historiens renvoient dos à dos les « deux totalitarismes », communisme et fascisme, et ils vont parfois jusqu'à réhabiliter sans nuances les collaborateurs du nazisme, y compris des artisans actifs de la déportation et de la mise à mort de Juifs et de Résistants. Plus grave encore, cette réécriture de l'histoire est propagée par des groupes et partis qui ont le vent en poupe, voire qui participent à des gouvernements nationalistes qui déforment ou manipulent les faits historiques afin de justifier ou assurer leur pouvoir³. En Russie même, toute la famille impériale, exécutée par les révolutionnaires en 1917, a été canonisée en 2000 comme « morts-martyrs » par le patriarcat de Moscou (de l'Église orthodoxe russe).

Cette révision de l'histoire est-elle aussi présente en Occident ? Et si tel est le cas, est-elle aussi innocente et sans danger qu'elle veut le paraître ? L'enjeu peut être particulièrement important à un moment où le mouvement ouvrier est fortement en crise, que ce soit dans ses structures ou dans ses convictions. Or il a longtemps porté une autre vision de l'histoire à laquelle il ne semble plus croire aujourd'hui. Par ailleurs, la désaffection des milieux populaires pour les partis de gauche s'accompagne de la droitisation de l'intelligentsia, ainsi que le montre l'analyse de l'historien Daniel Lindenberg par exemple⁴. Dans ce contexte, l'extrême droite a beau jeu de se présenter comme une alternative aux aspirations du « peuple ».

Je ne me pencherai pas sur les causes socio-économiques de cette évolution, mais sur le facteur idéologique, entre révisionnisme historique et néo-libéralisme.

Il importe d'abord de faire comprendre ce qu'est le révisionnisme. Dans la langue française, il existe une confusion liée au fait que ce terme est parfois utilisé à la place du mot négationnisme. Ce dernier désigne une tendance à édulcorer les atrocités du nazisme dans les camps de concentration et à remettre en question l'existence du génocide des Juifs. Le terme « négationnisme » a été créé par l'historien Henry Rousso, en 1987, afin d'éviter l'ambiguïté introduite par l'utilisation inadéquate du mot « révisionnisme » par ceux qui niaient la réalité de ce génocide. Révisionnisme, du latin *revisere*, revoir, désigne une démarche naturelle de l'historien consistant à remettre en question l'analyse de l'histoire à la lumière de méthodes critiques et grâce à de nouvelles sources, ce qui fait donc progresser la discipline historique. Ainsi, l'histoire se réécrit constamment en fonction d'éléments nouveaux portés à la connaissance des historiens, en fonction des valeurs et convictions de ces derniers, voire de la pensée dominante de leur époque⁵.

Cependant dans ce cas-ci, le terme révisionnisme est utilisé pour décrire une opération de longue durée qui remet en question l'analyse de l'histoire contemporaine, et qui, partant de la condamnation du stalinisme, aboutit à la condamnation de la Révolution française, et finalement, à celle de toute révolution sociale.

Des historiens américains et allemands, s'appuyant sur des sources anglaises, jouent un rôle central dans cette opération qui change tout le regard sur l'histoire du XX^e siècle. La question étant très riche et foisonnante, cette analyse se bornera à présenter quelques théoriciens particulièrement significatifs.

Développement du révisionnisme concernant l'héritage révolutionnaire

Dès 1789, il existe une critique réactionnaire des Lumières et de la Révolution française et certains auteurs, tels Joseph de Maistre (1753-1821), Alexis de Tocqueville (1805-1869) ou surtout le Britannique Edmund Burke (1729-1797), verront leurs idées reprises par le mouvement révisionniste du XX^e siècle.

Après la Première Guerre mondiale, nombre d'historiens et d'analystes politiques du côté des Alliés sont d'accord pour présenter la guerre de 1914-1918 et les traités imposés ensuite comme le combat d'une Entente démocratique contre le despotisme d'Ancien Régime défendu par les Empires centraux (Allemagne, Autriche, Russie). La victoire des Alliés apparaît comme une révolution démocratique internationale. Il en ressort une image d'où émerge la conception d'une Révolution d'Octobre honorable, incarnation de cet idéal, en dépit des réserves qu'elle suscite.

Cependant, dans l'Entre-deux-guerres, commencent déjà à émerger certaines visions révisionnistes portées sur cette période même, allant de la remise à l'honneur de l'Ancien Régime à la glorification du nazisme, en passant par l'image d'une Révolution Bolchevique menaçante pour l'Occident (et qui ne serait pas européenne). Le juriste et politologue allemand Carl Schmitt (1888-1985)⁶, considéré par certains auteurs comme le juriste officiel du III^e Reich, pose les prémices de ces idées qu'il développera après 1945.

À l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, la lutte à mort contre le III^e Reich et le rôle de l'URSS dans la Libération laissent un bref répit à la légitimation de la tradition révolutionnaire et à la vision positive de la Révolution d'Octobre, mais la Guerre froide change la donne. La politologue, philosophe et journaliste allemande naturalisée américaine Hannah Arendt (1906-1975), qui ressentait au départ de la sympathie pour la Révolution d'Octobre, développe en 1951 l'idée des totalitarismes qui renvoie dos à dos communisme et fascisme et écorne l'image de la Révolution d'Octobre, mais sans la condamner encore.

Plus tard, la dénonciation du bolchevisme va s'étendre jusqu'à la condamnation du jacobinisme⁷ et de la Révolution française dans son ensemble. Carl Schmitt approfondit sa propre pensée. Privé de ses responsabilités académiques après la Deuxième Guerre mondiale, il garde cependant une influence réelle et reste une référence importante pour les philosophes continentaux, notamment pour le philosophe et économiste chantre du libéralisme, Friedrich Hayek, et pour les philosophes politiques. Selon lui, le projet révolutionnaire, du jacobinisme au bolchevisme, en déclarant une guerre « totale » à son ennemi, qu'il s'agisse des tenants de l'Ancien Régime ou du fascisme, est à l'origine des exactions en tout genre qui ont marqué l'histoire du XX^e siècle. L'ennemi aurait été ainsi l'objet de la revanche du vainqueur. D'où la conclusion : c'est la tradition révolutionnaire qui est à l'origine de l'ère du fanatisme et du massacre de masse ; par conséquent, le nazisme ne serait lui-même qu'un avatar parmi d'autres de cette tradition et perdrait ainsi son caractère exceptionnel, Hitler n'ayant finalement fait que répondre à la violence sanguinaire de ses ennemis.

Dans les années 1980, l'historien allemand Ernst Nolte (1923-2016)⁸ revisite l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale dans cette perspective et défend l'idée selon laquelle la politique nazie – y compris la Shoah – n'aurait été qu'une politique de « contre-anéantissement ». Ces thèses, qui ont soulevé une vive polémique en Allemagne, ont en revanche trouvé un

accueil favorable, voire complaisant, chez l'historien français François Furet (1927-1997), lui-même engagé dans une entreprise de réévaluation de la Révolution française, origine présumée de tous nos maux, ainsi qu'il peut alors le lire chez Hannah Arendt. De fait, déjà populaire pour ses thèses sur le totalitarisme, Hannah Arendt adhère dans son ouvrage *Sur la révolution* (de 1963) à une analyse favorable à une civilisation atlantique qui aboutit à la condamnation du jacobinisme, car, en tant qu'inspirateur de la Révolution d'Octobre, celui-ci menace les bases de la société occidentale. Selon elle : « la liberté s'est mieux conservée dans les pays où n'a éclaté aucune révolution »⁹. Elle rejoint les penseurs qui glorifient les révolutions anglaise et américaine qui ne présenteraient pas la violence et les vices de forme propres à la Révolution française.

Aux États-Unis, ce révisionnisme se nourrit d'autres sources encore, s'appuie sur d'autres combats et rassemble d'autres théoriciens. Si en Europe les positions anticoloniales et anti-esclavagistes de la Révolution française et du bolchevisme sont avant tout présentées comme des dangers menaçant la civilisation occidentale, là-bas les thèses colonialistes et le suprématisme blanc trouvent un développement particulier lié à l'histoire des États-Unis et les combats menés pendant deux siècles pour la domination de l'homme blanc.

Ainsi, la haine de l'URSS et celle de valeurs universalistes (comme l'anti-impérialisme et la lutte pour l'indépendance des peuples¹⁰) débouche chez certains historiens et penseurs en Occident et en Europe de l'Est sur une réhabilitation des régimes fasciste et national-socialiste qui se sont développés pour lutter contre les « idées pernicieuses » défendues par le régime soviétique. Ce mouvement s'accompagne d'une relecture des deux guerres mondiales avec condamnation du stalinisme, entraînant celle de la Révolution d'Octobre, donc du jacobinisme, donc de la Révolution française, donc des Lumières qui lui ont inspiré ses idées.

Contre le révisionnisme

Le philosophe communiste italien Domenico Losurdo (né en 1941) s'oppose à ces thèses révisionnistes sur plusieurs plans. Il s'en prend au mythe concernant les révolutions anglo-saxonnes soi-disant pacifistes et rappelle notamment les violences qu'elles ont connues, pratiquant une politique d'extermination meurtrière en Écosse puis en Irlande, à partir du XVI^e siècle, et allant jusqu'au génocide des Indiens Outre-Atlantique. Il réfute la thèse selon laquelle les crimes nazis n'auraient fait que copier la violence bolchevique, elle-même héritée de la Terreur révolutionnaire française. Il montre que cette négation de l'humanité de « l'autre » affichée par le nazisme plonge sans doute plutôt ses racines dans la tradition coloniale que le III^e Reich a lui-même reprise et radicalisée. L'auteur dénonce ainsi une manipulation qui permet d'exonérer à bon compte le nazisme de ses crimes en faisant pour ainsi dire porter à 1789 la responsabilité d'Auschwitz. Il montre, contre Nolte, que la terreur de masse et le totalitarisme ont des racines qui précèdent de loin la Révolution d'Octobre et, contre Furet, qu'ils n'ont pas de liens intrinsèques avec la tradition révolutionnaire et la lutte pour l'égalité abstraite. Leur origine est liée à la culture libérale de l'Occident moderne et à sa vision des peuples « autres ». À l'opposé de la tradition révolutionnaire, le nazisme tire son essence de la négation de l'universel humain et de la racisation de l'ennemi, pratiquées par les pays occidentaux dans le colonialisme et les mouvements racialisés, qui ont foisonné avec l'essor de la modernité industrielle et « libérale »¹¹.

Le révisionnisme et la tradition révolutionnaire en France¹²

En France, pendant longtemps, les idées révisionnistes ont peu de succès. L'historiographie est dominée par des historiens liés à la tradition jacobine et surtout marxiste, tels Georges Lefebvre, Albert Soboul et Albert Mathiez, qui montrent les liens entre les traditions révolutionnaires française et américaine, et ne critiquent pas fondamentalement les choix de 1789 et de 1793. Par ailleurs, ils saluent le travail de Lénine en faveur de la liberté syndicale, pour les droits des nationalités, contre le colonialisme. Ces historiens « règnent » sur la Sorbonne, avec sa chaire historique, son Institut d'histoire de la Révolution française (IHRF), les *Annales historiques de la Révolution française* (AHRF) et la Société des Études robespierristes (SER).

Dans les années 1960, l'historien Alfred Cobban lance en Angleterre le mouvement révisionniste relatif à la Révolution française en remettant en question les analyses faites par les historiens marxistes¹³. Peu après, François Furet s'inspire de Hannah Arendt et d'Edmund Burke pour affirmer que le radicalisme jacobin est un dérapage par rapport à la logique révolutionnaire normale (représentée par les exemples anglais et américain), une maladie se caractérisant par une perte de contact avec la réalité et par un délire idéologique. La revendication révolutionnaire de l'égalité abstraite et universelle entre tous les hommes ne pouvait en effet, estime Furet, que conduire au manichéisme et au fanatisme idéologique, et donc, engendrer la Terreur, inspiratrice à son tour des crimes de l'époque contemporaine. La Révolution mène à la Terreur, et celle-ci, au Goulag, d'où la condamnation dans un premier temps du jacobinisme seul, dans un second temps, de l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

Pour prouver que la Terreur et la dictature sont inhérentes à la Révolution française et le résultat inévitable d'une idéologie déterminée, ce révisionnisme historique n'hésite pas à manipuler les analyses : d'une part, il néglige les circonstances dans lesquelles les faits se sont produits en France ; de l'autre, il sélectionne ses informations. Ainsi quand Furet oppose à la « mauvaise » Révolution française, fanatique et sanglante, ces « bonnes » révolutions pacifiques anglo-saxonnes, il isole une seule étape, la plus indolore du cycle révolutionnaire anglais et américain, tout en « oubliant » les exactions commises dans l'ensemble de leur déroulement.¹⁴

La revue *L'Histoire* le suit dans sa démarche historique, le mettant en vedette ainsi que l'historien français Stéphane Courtois (né en 1947), tous deux connus pour leurs positions anticommunistes voire antimarxistes¹⁵.

Parallèlement à l'entreprise de Furet, se développe tout un courant politique et idéologique d'inspiration traditionaliste et antirévolutionnaire animé par Pierre Chaunu, historien renommé (1923-2009), exaltant l'insurrection contre-révolutionnaire de Vendée et condamnant les « petits hommes » de la Révolution.

Le bicentenaire de la Révolution française marque une étape-phare dans l'affrontement entre thèses révisionnistes, portées notamment par la majorité des historiens américains, et thèses désormais plus « jacobines » que marxistes, présentées par Michel Vovelle, le successeur d'Albert Soboul à la direction de l'Institut d'histoire de la Révolution française. Sa vision de l'étude de la Révolution française a été influencée par l'école des *Annales* et s'inscrit plus dans la longue durée que celle de ses prédécesseurs. L'opération politique de prestige voulue par François Mitterrand a mis la question des droits de l'homme en première place. On voit s'opposer la vision de Furet qui ne tient pour légitime que l'égalité des droits civils, à la rigueur politiques, et celle de ceux qui revendiquent également l'égalité des droits sociaux, économiques, culturels... Au fil de l'organisation de ces commémorations cependant, on voit se renforcer la position présentée par Michel Vovelle.

L'ouvrage le plus polémique de cette période est *Le livre noir du communisme*, publié sous la direction de Stéphane Courtois en 1997¹⁶ réquisitoire reprenant les thèses développées en Allemagne et en France selon lesquelles le communisme est d'essence criminelle ; cette tare criminelle est génétique ; communisme et nazisme sont comparables et similaires¹⁷.

Cet ouvrage est sorti dans une atmosphère de condamnation du communisme qui emporte tout sur son passage. L'effondrement de l'URSS en 1991 a entraîné l'ouverture des archives du régime soviétique au printemps 1992. Leur utilisation a mené à un retour en force de la théorie du totalitarisme autour des thèses d'Ernst Nolte, affirmant que le « génocide de classe » commis en Union soviétique serait l'original du « génocide de race » nazi. Les crimes communistes seraient non seulement antérieurs mais aussi logiquement déterminants par rapport aux crimes nazis, ceux-ci constituant une réponse en partie rationnelle aux menaces de destruction qu'auraient fait peser l'URSS et les Juifs sur l'Allemagne. La Résistance au nazisme n'échappe pas à cette vague, des insinuations sensationnelles déboulonnent ses héros : le gaulliste Jean Moulin est accusé d'être un agent soviétique et un ouvrage insinue que le communiste Raymond Aubrac a trahi ses amis en 1943¹⁸.

Aperçu actuel et international de l'historiographie relative à la Révolution française, à l'Union soviétique et à la Révolution d'Octobre

Aujourd'hui, dans l'historiographie française, le mouvement de révision de l'histoire a repris son cours et remis en question la conception de Furet.

Désormais, des dizaines de chercheurs historiens spécialisés, français, européens et américains développent leurs travaux dans l'optique de l'IHRF dirigé par Michel Vovelle¹⁹. À l'opposé de ceux qui réduisent le phénomène révolutionnaire à la violence ou à la Terreur d'État, ils portent leurs recherches sur le fonctionnement de l'État national en construction, posent de nouvelles questions, étudient le déroulement des faits à la lumière du circonstanciel et de la guerre notamment. Ils développent une histoire à la fois sociale et culturelle, renouvelée dans ses démarches et ses sources, capable de rendre compte de l'importance de la Révolution française en la replaçant entièrement dans les configurations générales de son temps. Ils renouvellent aussi les enquêtes biographiques, distanciées et remises en contexte. Alors qu'il y a vingt ans, les positions de François Furet triomphaient dans l'historiographie américaine, en 2005, un hommage solennel est rendu à Michel Vovelle pour l'ensemble de son œuvre, lors d'une imposante assemblée tenue à la *Society for French Historical Studies* à Paris. Son œuvre reçoit les éloges de quelques grands noms de l'historiographie anglo-saxonne d'aujourd'hui²⁰. Même le monde académique bouge. L'historien Patrick Boucheron (né en 1965), élu fin 2015 au Collège de France, secoue ce monde dans sa leçon inaugurale, en rejetant la vision de Furet concernant la Révolution²¹.

Prenons un exemple concret de cette évolution historiographique, celui des études concernant Robespierre, présenté dès la fin du XVIII^e siècle comme un monstre sanguinaire. Sa légende commence à se construire déjà sous la Constituante, alors même que la Terreur est encore loin et qu'il milite contre l'esclavage... En renouvelant les sources et les questions, l'historien français Hervé Leuwers (né en 1963) montre, dans son étude intitulée *Robespierre*²², qu'il est possible de renverser différentes légendes qui obscurcissent l'image du personnage, mais aussi de mettre en avant des étapes méconnues de

son parcours. Il rejette une lecture téléologique, consistant à expliquer tout son parcours par la Terreur et revient à l'analyse contextualisée de chaque étape de sa vie. Homme des Lumières, Robespierre lutte constamment en faveur des droits de l'homme, y compris pour les minorités.²³

L'historiographie relative à l'histoire de l'URSS²⁴ bénéficie elle aussi d'un renouveau, permis par l'ouverture et la publication d'archives. Des historiens américains, qualifiés de révisionnistes, mais cette fois pour leur remise en question de l'image figée de la Révolution bolchevique et du stalinisme, s'appuient sur de nouveaux documents et rejettent une vision qu'ils estiment biaisée, notamment en ce qui concerne la période stalinienne. Se distinguent dans cette remise à jour : Robert W. Thurston, John A. Getty, Grover Furr²⁵. Le premier d'entre eux dénonce une histoire qui ne met en avant que la nature répressive de l'URSS, sans d'ailleurs analyser le rôle des différents acteurs, et surtout en négligeant tous les apports positifs tels que le développement de l'éducation, des soins médicaux, de l'urbanisme ou l'ascension sociale... Selon John A. Getty, Staline aurait été entraîné dans ces grandes purges par des « radicaux ». Constamment ballotté entre ceux-ci et les « modérés » en lutte au sein du Politburo, il n'y était pas lui-même très favorable. L'historien revoit aussi à la baisse les estimations sur les victimes de la terreur données par les précédents spécialistes, celles de Robert Conquest en particulier : les millions de victimes attribuées à la répression de 1934 à 1941 se réduiraient en fait à des centaines de milliers. Il a aussi remis en question la valeur du témoignage des réfugiés d'Union soviétique, pour la plupart animés d'un profond sentiment de haine à l'égard du pouvoir soviétique, ce qui rendait leur jugement partial et partisan, d'autant qu'il s'agissait parfois de témoins indirects. Quant à l'historien Grover Furr, il remet en question le rapport Krouchtchev qu'il estime mensonger.

Du côté français, on peut citer les *Cahiers du monde russe*, qui étudient l'Empire et l'URSS dans leurs composantes nationales, religieuses et culturelles, ou les meilleurs connaisseurs actuels de la société soviétique qui innovent en histoire sociale tels : François-Xavier Nérard ou Alexandre Sumpf, Juliette Denis (sur les violences en URSS) ou Vanessa Voisin (sur l'épuration de guerre) ayant toutes deux eu accès aux archives de films documentaires soviétiques, Valérie Pozner (sur le cinéma en Union soviétique de 1939 à 1949), etc.²⁶

Plus proche de nous, à Bruxelles en cet automne 2017, nous épingleons deux colloques internationaux consacrés à la Révolution de 1917 ; une belle occasion d'observer combien les historiens restent influencés par leurs affinités idéologiques et combien le balancier ne penche pas uniquement dans un sens. Pour cela il suffit de confronter les programmes de deux événements. L'un, organisé par le Centre d'Histoire et de Sociologie des Gauches (ULB), le CARCob (Centre des Archives communistes en Belgique), la Formation Léon Lesoil et l'Institut Marcel Liebman, s'interroge sur « 1917-2017 : Espoirs, utopies et héritages de la Révolution russe ». À la Maison du Peuple de Saint-Gilles, il propose les visions et analyses d'historiens américains, anglais, suisses, québécois, français...²⁷ L'autre colloque, « Il y a cent ans la Révolution russe » sous la responsabilité académique de Hervé Hasquin, aura lieu au Palais des Académies. Il pose comme question centrale : « La Révolution russe portait-elle en elle les germes du totalitarisme ? »²⁸. On ne s'en étonne pas quand on voit le rôle central accordé à Stéphane Courtois²⁹ et à certains de ses co-auteurs³⁰ ou lorsqu'on observe la présence d'Olivia Gomolinski, conseillère historique du documentaire grand public *Apocalypse, Staline*. Parmi les thèmes principaux qui seront traités : l'invention du totalitarisme, les organes du pouvoir (la Tcheka, l'armée rouge, le komintern), l'impact et le « charme » de la Révolution d'Octobre...

L'étude historique est sans cesse l'objet d'une révision et cette analyse s'est seulement attachée à une partie de ce mouvement consacré au phénomène révolutionnaire. Cette présentation est brève et donc forcément partielle, peut-être insuffisamment nuancée quand on pense que nous avons connu un siècle traversé par deux guerres mondiales, par la Révolution bolchevique, par la Guerre froide. Sur le plan des idées, nous avons observé le combat du libéralisme, du communisme, du fascisme et, comme tout individu, les historiens analysent l'histoire à la lumière de leurs convictions. Les grands combats entre tenants de l'Ancien Régime et de la modernité ont joué un rôle essentiel dans ces perceptions, tout comme le contexte de Guerre froide.

Un sain révisionnisme permet de présenter une image plus nuancée des événements et les travaux des dernières années jouent un rôle en ce sens. Cependant, les analyses des historiens ne restent pas confinées dans des ouvrages et des auditoires restreints. Elles atteignent la sphère publique, sont instrumentalisées par les pouvoirs en place, sont interprétées par les médias. J'avais introduit mon propos par des allusions à l'utilisation de l'histoire dans des conflits – ouverts ou larvés. De façon plus générale, l'enseignement et les manuels scolaires véhiculent une histoire conforme à la vision de

chaque peuple et de ses dirigeants. Ce fut le cas en Belgique où le récit historique du XIX^e siècle a forgé l'image de la nation à travers la valorisation de « héros » et de leurs hauts faits. Il existe cependant bien des nuances entre une histoire revisitée par les gouvernements en place qui cherchent à assoir et légitimer leurs valeurs et visions politiques, et un véritable négationnisme pratiqué par certains pouvoirs comme lorsque les autorités japonaises approuvent en 2015 la publication de 18 manuels qui édulcorent complètement le rôle joué par ce pays avant et pendant la Seconde Guerre mondiale et qui vont jusqu'à minimiser voire nier les crimes de guerre.

Bien des pays développent des valeurs conservatrices et nationalistes, intégrant pour certains le néo-impérialisme³¹ et la condamnation de l'universalisme. Quand de tels mouvements conservateurs se développent³², ils peuvent stigmatiser l'égalité, l'antiracisme, le droit des femmes, remettent nos « racines chrétiennes » à l'honneur, considérer Vladimir Poutine comme porteur d'un modèle de société autoritaire et virile... Ce repli identitaire ne se limite d'ailleurs pas à l'Europe, il affecte d'autres continents : comme dans le monde arabo-musulman où la vision conservatrice prétend s'imposer comme la seule valide, ou bien encore en Asie, lorsque les nationalistes hindous forgent une mythique histoire aryenne.

Cependant les historiens et les hommes politiques ne sont pas les seuls à donner leur vision historique des processus révolutionnaires. Dans une seconde analyse, nous examinerons le poids des médias dans ces processus « révisionnistes » et nous questionnerons leur impact dans la perception que chaque citoyen peut se faire du monde dans lequel nous vivons.

Pour citer cet article

Micheline Zanatta, « Remise en question du processus révolutionnaire par le biais du révisionnisme. Évolution historiographique », Analyse de l'IHOES, n° 172, 16 novembre 2017, [En ligne] http://www.ihoes.be/PDF/IHOES_Analyse172.pdf.

Notes

¹ Domenico Losurdo, *Le révisionnisme en histoire. Problèmes et mythes*, Paris, Albin Michel, 2006, 316 p. (1^{ère} édition, Italie, 1996).

² Jean-Arnault Dérens, « Le choc des mémoires au mépris de l'histoire », *Le Monde diplomatique*, décembre 2016, p. 22-23.

³ L'article cité ci-dessus décrit la réhabilitation en douce du régime des Oustachis en Croatie. L'historien révisionniste (et ministre de la Culture) Zlatko Hasanbegovic tente de relativiser les politiques d'extermination mises en œuvre par ce régime et des membres du gouvernement rendent hommage à des Oustachis, victimes de l'offensive menée contre eux par Tito. En juillet 2016, le tribunal de Zagreb réhabilite le cardinal Alojzije Stepinac, condamné en 1946 pour collaboration avec l'État indépendant croate. En Serbie, a lieu en 2015 le procès en réhabilitation du général Milan Dedic, responsable de nombreux crimes de guerre et qui s'était mis au service de l'occupant allemand. L'historien Bojan Dimitrijevic, favorable à sa réhabilitation, affirme que la collaboration n'est pas un crime. En Ukraine, la loi sur l'interdiction des propagandes nazie et communiste s'applique avec plus de tolérance envers la première. Coupures de presse, « Insignes », *Le Monde diplomatique*, juillet 2017, p. 2.

⁴ Interview de Daniel Lindenberg : « La droitisation de l'intelligentsia ne fait plus aucun doute », *Libération*, 20 janvier 2016, [En ligne : http://www.liberation.fr/debats/2016/01/20/daniel-lindenberg-la-droitisation-de-l-intelligentsia-ne-fait-plus-aucun-doute_1427829].

⁵ Plusieurs exemples peuvent témoigner de cette réécriture constante de l'histoire. Il peut s'agir d'une vision de l'histoire de l'URSS à partir du point de vue des trotskystes ou anarchistes qui soutiennent l'idée de révolution mais rejettent les choix posés par Lénine, ou au contraire, de la révision proposée par des historiens américains comme John A. Getty, Robert W. Thurston ou Grover Furr qui ont analysé des archives rendues accessibles depuis la chute de l'URSS et qui remettent en question la perception du fonctionnement de la société soviétique qui ont jusqu'alors servi de base à l'analyse de la période stalinienne. La période vichyste en France a aussi connu une véritable révision après la sortie du film de Marcel Ophuls, *Le chagrin et la pitié* en 1971, suivie un an plus tard de la publication de l'ouvrage de l'historien américain Robert Paxton *La France de Vichy* qui donnera le ton, dans les années suivantes, à la vision d'une France complaisante envers le vichysme.

⁶ Carl Schmitt : juriste (constitutionnaliste, théoricien et professeur de droit), philosophe et intellectuel allemand, se réclamant de la confession catholique. Il occupe une place centrale dans le développement du droit public en Europe. Il s'engage dans le parti nazi dès 1933. Il critique la modernité au nom de la théologie politique et professe un antisémitisme virulent. Dans son livre intitulé *Le Nomos de la terre*, il attribue les crimes commis par le régime nazi à l'humanisme et à « l'humanitarisme » par un raisonnement que je qualifierais de « tortueux ». Publié en 1950, l'ouvrage ne fait aucune référence à la Shoah.

⁷ Pourquoi différents intellectuels s'en prennent-ils aux Jacobins ? Voici ce qu'en dit l'historien Jean-Pierre Gross, spécialiste de la Révolution française : « Partisans de l'égalité, les Jacobins ne pouvaient être que les fossoyeurs des libertés et les ancêtres des bolcheviques. Ils s'appliquèrent à éradiquer les inégalités héritées de l'Ancien Régime : si 1789 consacra l'égalité devant la loi, 1793 devait inaugurer l'ère de l'égalité réelle [...]. Ainsi, Luc Ferry et Alain Renaut [e.a. philosophes] condamnent le jacobinisme pour sa vision volontariste et éthique des droits de l'homme, le risque inhérent à une telle vision étant celui, « historiquement vérifiable », de la Terreur. François Furet et Mona Ozouf [respectivement historien et philosophe], pour leur part, estiment que le consentement à la contrainte fut dans la Convention la vraie ligne de clivage : en voulant imposer l'égalité aux riches et les « forcer à être honnêtes », Robespierre et les siens inauguraient l'ère totalitaire, le culte de la violence n'attendant plus que la « greffe bolchevique » pour devenir au XX^e siècle nécessité révolutionnaire [...]. Depuis le bicentenaire, nombre d'historiens, de part et d'autre de l'Atlantique, commencent à remettre en cause une lecture du jacobinisme qui se plaît à y détecter une vision utopiste, une fuite en avant ou une dérive totalitariste, au détriment de ses réalisations démocratiques et égalitaires. Ils y découvrent un projet de société fondé sur la

justice et la réciprocité, une “grande famille” où le droit à l’existence est assuré au même titre que le droit à l’épanouissement, et où l’esprit de partage l’emporte sur les antagonismes de classes : projet inattendu et, à n’en pas douter, résolument moderne. » Jean-Pierre Gross, « Le libéralisme égalitaire des Jacobins », *Le Monde diplomatique*, septembre 1997, [En ligne : <http://www.monde-diplomatique.fr/1997/09/GROSS/4442>].

⁸ Ernst Nolte : historien et philosophe allemand. Spécialiste des mouvements politiques de l’Entre-deux-guerres, en particulier des fascismes, il était professeur émérite à l’Université libre de Berlin.

⁹ Évolution de la pensée d’Hannah Arendt, dans *Sur le totalitarisme* de 1951, elle maintient encore une évaluation positive du jacobinisme et, au moins en partie, de la Révolution d’Octobre, mais dans son *Essai sur la Révolution* de 1967, elle rejette l’apport de la Révolution française de façon plus radicale. Dans le compte-rendu de ce dernier ouvrage, l’écrivaine Isabelle Auricoste décortique la vision d’Hannah Arendt : « En effet la Révolution française, et c’est pourquoi ses conceptions ont surclassé celles de la Révolution américaine, s’est laissée accaparer par les pauvres, par la “question sociale” ou “nécessité biologique”, et ainsi la révolution de la liberté sombre dans la révolution de la nécessité, la “révolution des sans-culottes”. La nécessité engendre et justifie la violence, et ainsi la capitulation de la liberté devant la nécessité. Il y a en effet [...] “plus de libertés civiques dans les pays où la révolution a été vaincue, que dans ceux où elle l’a emporté”. [...] Il est regrettable que les liens spirituels qui liaient l’Amérique à l’Europe aient été rompus à la suite de l’échec de la Révolution française car “il devient tout à fait visible que la communauté atlantique est la seule chance de survie de la civilisation occidentale”. Et Hannah Arendt ressent amèrement que la Révolution française – qui a échoué en ce qu’elle a laissé à la nécessité toute licence d’introduire dans le cours des événements un processus violent qui à la suite de Hegel et Marx deviendra celui de la révolution et aboutira à la “tyrannie” – soit devenue le modèle de la tradition révolutionnaire contemporaine [...] ». « Auricoste Isabelle, “Hannah Arendt, *Essai sur la Révolution*”, Paris, Éditions Gallimard, 1967 [compte-rendu] », *L’Homme et la société*, Vol. 4, N° 1, 1967, p. 267-269, [URL : http://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1967_num_4_1_1053]. Voir aussi : D. Losurdo, *op. cit.*, p. 22-23.

¹⁰ Seumas Milne, « Réhabilitation du colonialisme », *Le Monde diplomatique*, mai 2005, [En ligne : <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/05/MILNE/12216>].

¹¹ D. Losurdo, *op. cit.*, 4^e de couverture.

¹² Cette partie fait largement référence à l’interview d’Alice Gérard : « Révolution dans l’historiographie révolutionnaire : internationalisation et révisionnismes depuis un demi-siècle », *Recherches et enseignements de Jean-Michel Dufays*, [URL : <https://jmdufays.wordpress.com/2014/06/27/revolution-dans-lhistoriographie-revolutionnaire-internationalisation-et-revisionnismes-depuis-un-demi-siecle>]. Alice Gérard est Maître de conférences honoraire à la Sorbonne. Elle est l’auteur de nombreuses publications concernant l’historiographie.

¹³ Alfred Cobban, *The Social Interpretation of the French Revolution*, Cambridge university press, 1964 ; traduction française *Le sens de la Révolution française*, Paris, Julliard, 1984.

¹⁴ Furet s’appuie sur d’autres institutions que les universités françaises et mène sa carrière à la VI^e section de l’EPHE (École Pratique des Hautes Études) devenue en 1975 l’EHESS (École des Hautes Études en Sciences Sociales).

¹⁵ La revue *L’Histoire*, qui avait été créée en 1978 pour rendre accessibles au grand public les meilleurs travaux de la recherche historique, essuie en 2005 les critiques de l’historien Gérard Noiriel (né en 1950) qui observe qu’elle a perdu son statut de « revue de vulgarisation de haut niveau » et de l’association Acrimed (Action Critique Médias) qui critique en 2008 le monolithisme de ses propositions. Article « L’Histoire » (revue), *Wikipédia : l’encyclopédie libre*, [En ligne : https://fr.wikipedia.org/wiki/L’Histoire_%28revue%29].

¹⁶ Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Andrzej Paczkowski, Karel Bartosek, Jean-Louis Margolin, *Le livre noir du communisme*, Paris, Éd. Robert Laffont, 1997.

¹⁷ Analyse du journaliste politique Jean-Marie Chauvier : selon lui, *Le livre noir* véhicule ou suggère quelques idées-force : « [...] Le communisme est d’essence criminelle. Le crime est central dans son Histoire. Ses crimes contre l’humanité, au sens défini au procès de Nuremberg, exposent le communisme, ses organisations, ses complices, ses idées, à une condamnation sans appel. Des chiffres résumant tout : 85 millions, voire 100 millions de victimes du communisme, dont 20 millions pour la seule URSS. Cette tare criminelle est génétique, c’est-à-dire inscrite dans la révolution d’Octobre 1917, les idées terroristes de Lénine et Trotski, voire, avant eux, de Karl Marx, et d’aucuns ajoutent : de toutes les idéologies révolutionnaires, anarchistes, républicaines, issues de 1789 et des lumières [sic]. [...] Les régimes communistes ont causé beaucoup plus de victimes que l’Allemagne nazie. Génocide de race et génocide de classe sont également criminels. Un “Nuremberg du communisme” serait donc justifié. » Jean-Marie Chauvier, « Le trou noir », *RésistanceS.be : web-journal de l’observatoire belge de l’extrême droite*, n° 4, août 1998, [En ligne : <http://www.resistances.be/coconoir.html>].

¹⁸ Pierre Laborie, *Le chagrin et le venin. Occupation. Résistance. Idées reçues*, Paris, Folio-Gallimard, 2014, édition revue et augmentée, [1^{ère} édition 2011], p. 242, 250.

¹⁹ Claude Mazauric, « Aperçu des tendances et des enjeux historiographiques : le nécessaire débat », *Cahiers d’histoire : revue d’histoire critique*, n° 94-95 [*Des révoltes de l’Europe à l’Amérique au temps de la Révolution française (1773-1802)*], 2005, [En ligne : <https://chrhc.revues.org/1060>].

²⁰ De la part de Timothy Tackett (Université de Californie à Irvine), de Peter Mc Phee (Université de Melbourne), de Colin Jones (Université de Warwick), de Donald Sutherland (Université de Maryland)...

²¹ Éric Aeschimann, « Histoire : le Collège de France vire à gauche », *BIBLIOBS*, 19 décembre 2015,

[En ligne : <http://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20151218.OBS1634/histoire-le-college-de-france-vire-a-gauche.html>].

²² « Alors qu’il [Robespierre] est avocat, ses combats montrent qu’il croit au progrès. Il lutte contre ce qu’il appelle les “préjugés” : la mise à l’écart des femmes de la vie académique, l’inégalité devant la loi, l’indignité des enfants naturels, les lettres de cachet... Robespierre est un homme des Lumières [...]. Il est de ceux qui veulent reconnaître à tous les hommes majeurs un droit de citoyenneté complet, qui comprend le droit de vote [...]. [Comme] député d’Arras [, il] revendique aussi et obtient, cette fois, le droit de pleine citoyenneté pour les protestants, pour les juifs et pour les comédiens ; il s’engage aussi pour la défense des [personnes] libres de couleur dans les colonies, dénonce l’injustice de l’esclavage, s’indigne du spectacle de la peine de mort... [...] Alors que nombre de combats du constituant Robespierre seront validés par l’histoire (abolition de l’esclavage, de la peine de mort...), ils sont [à son époque] perçus comme irresponsables. » Interview d’Hervé Leuwers, « Les combats de Robespierre se rejoignent dans ses références au peuple », *L’Humanité*, 12 décembre 2014,

[En ligne : <http://www.humanite.fr/herve-leuwers-les-combats-de-robspierre-se-rejoignent-dans-ses-references-au-peuple-55994>] ; voir aussi : Jean Bart, « Hervé Leuwers, *Robespierre*, Paris, Fayard, 2014 », *Annales historiques de la Révolution française*, 2/2015 (n° 380), p. 183-186, [En ligne : www.cairn.info/revue-Annales-historiques-de-la-revolution-francaise-2015-2-page-183.htm].

²³ Éric Aeschimann, *op. cit.*

²⁴ Ces nouvelles recherches, ainsi que celles développées en France, sont présentées dans l’article suivant : Christian Beuvain et Jean-Guillaume Lanuque, « Apocalypse, Staline : Une histoire en miettes ? À propos du documentaire de Isabelle Clarke et Daniel Costelle, *Apocalypse Staline : I. Le Possédé, II. L’homme rouge, III. Le maître du monde*, trois fois une cinquantaine de minutes (France 2, mardi 3 novembre 2015, 20h 55) », *Dissidences*, 29.11.2015, [URL : <http://dissidences.hypotheses.org/6376#sdfootnote35sym>].

²⁵ Le premier a été professeur à l'Université du Michigan, puis de Miami ; le deuxième à l'Université de Californie, à Riverside, puis à Los Angeles ; le troisième est attaché à la *Montclair State University*.

²⁶ Avec des publications telles : François-Xavier Nérard, *Cinq pour cent de vérité : la dénonciation dans l'URSS de Staline (1928-1941)*, Paris, Tallandier, 2004 ; Alexandre Sumpf, *De Lénine à Gagarine : une histoire sociale de l'Union soviétique*, Gallimard, collection « Folio-Histoire », 2013 ; A. Sumpf, *Bolcheviks en campagnes*, Paris, CNRS Éditions, 2010 ; A. Sumpf, *Révolutions russes au cinéma. Naissance d'une nation, URSS 1917-1985*, Paris, Armand Colin, 2015 ; Juliette Denis, *La fabrique de la Lettonie soviétique - 1939-1949 : une soviétisation de temps de guerre*, thèse d'histoire, Paris X, janvier 2015 ; Vanessa Voisin, *L'épuration de guerre en URSS, à partir de l'exemple de la région de Kalinine, 1941-1953*, thèse d'histoire sous la direction de Marie-Pierre Rey, Paris I, 2011 ; V. Voisin, « Une répression méconnue : l'épuration de guerre en URSS », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 39, 2014/1, p. 155-164, [En ligne : <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin-2014-1-page-155.htm>]. Notez aussi que Valérie Pozner (directrice de recherche au CNRS) est responsable d'un programme de recherche : *Le cinéma en Union soviétique et la guerre, 1939-1949*.

²⁷ Colloque organisé les 2, 3 et 4 novembre 2017. « Depuis maintenant un siècle, elle déchaîne les passions dans les sens les plus opposés, de sa glorification comme “événement sacré” ouvrant la voie de la rédemption de l'humanité jusqu'à sa diabolisation en tant que “Mal absolu”. Dans ce cadre très polarisé – derrière lequel se cachent de multiples enjeux politiques, économiques et sociaux – les visions historiques non-idéalisées et intelligemment critiques de la Révolution russe trouvent difficilement leur voie. Ce colloque se propose d'analyser et d'évaluer son influence sur les mouvements sociaux, anticoloniaux et révolutionnaires du XX^{ème} siècle, ainsi que certaines expérimentations nées de la Révolution russe elle-même. Il réunira d'éminents spécialistes internationaux qui traiteront de thématiques diverses autour des “Espoirs, utopies et héritages” de la Révolution russe, considérée avant tout – en dépit de toutes les mystifications – comme un immense mouvement social porteur de changements. » Programme en ligne : <http://upjb.be/wp-content/uploads/2017/10/Programme-Colloque1917.pdf>.

²⁸ Colloque organisé les 13 et 14 novembre 2017. Son programme donne le ton : « Il y a encore 25 ans, 1917 était présenté de manière relativement univoque, suivant le paradigme idéologique des chercheurs qui s'y consacraient. À l'aune de la chute de l'URSS, les enjeux sont aujourd'hui bien différents. Qu'elle ait “ébranlé le monde” comme l'écrivit le communiste américain John Reed ne fait aucun doute, reste à savoir pourquoi après avoir été un immense espoir pour “tous les damnés de la terre”, elle vira assez tôt au cauchemar. L'histoire immédiate, celle des révolutions arabes, nous enseigne que l'aspiration des peuples au changement peut, malgré un idéal de liberté, enfanter de monstres. La Révolution russe portait-elle en elle les germes du totalitarisme ? » Programme et flyer en ligne :

<http://www.academieroyale.be/fr/detail-con/dates/bnouvelles-datesb.-colloque-nbspil-y-cent-ans-revolution-russenbsp.-premiere-journee-13-11-2017-18-00/secorig1012/> ;

http://www.academieroyale.be/academie/documents/Colloque_Revolutionrusse_Flyer26689.pdf

²⁹ Celui-ci fait deux interventions et anime la discussion générale en fin de colloque.

³⁰ Des historiens tels Antonio Elorza et Françoise Thom qui ont collaboré à : Stéphane Courtois (éd.), *Le jour se lève. Permanence et effacement des idées et des pratiques totalitaires en Europe 1953-2005*, Mayenne, Éditions du Rocher, 2006.

³¹ Voir par exemple : Seumas Milne, « Élections au Royaume-Uni. Réhabilitation du colonialisme », *Le Monde diplomatique*, mai 2005, [URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2005/05/MILNE/12216>].

³² Daniel Lindenberg, « Une révolution conservatrice qui avance à visage découvert », *Le Monde diplomatique*, 19 janvier 2016, [URL : http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/01/19/une-revolution-conservatrice-qui-avance-a-visage-decouvert_4849561_3232.html]. « Ce rejet de l'altérité n'est pas, on ne le dit pas assez, le seul fait de nos sociétés. Les mêmes démons affectent en miroir le monde arabo-musulman, l'Inde, la Chine, l'Afrique. Ici, la révolution conservatrice s'appelle islamisme, avec les mêmes références sorties tout droit, non pas seulement des sources “théologiques” de “nos” Spengler et autres Alexis Carrel (voir le trop cité essai de Ian Buruma et Avishai Margalit, *L'Occidentalisme. Une brève histoire de la lutte contre l'Occident*, Climats, 2006), ailleurs elle prend d'autres noms toujours en se réclamant d'un “retour” mythique à la pureté identitaire. Dans une tribune intitulée justement “L'intégriste universel”, le grand écrivain algérien Kamel Daoud parle ainsi de ce personnage qui transcende les continents : “Quelle que soit sa doctrine, il rêve de restaurer le passé, voit en l'autre un ennemi, et dans la femme le mal” (*Le Point*, 14 janvier 2016). Tout est dit. »